

## **Chapitre 2 : Les sociétés de capitaux : cas de la société anonyme**

### **Section 1 : Les caractéristiques de la SA**

-La SA est une société de capitaux : contrairement à la SNC, ici on accorde plus d'importance au capital qu'à la personne des actionnaires. Autrement dit, ces derniers disparaissent derrière les capitaux qu'ils apportent à la société.

-Il n'est pas nécessaire que les actionnaires d'une SA aient la capacité requise pour être commerçants. Un mineur peut donc devenir actionnaire par l'intermédiaire de son représentant légal.

-La SA peut faire publiquement appel à l'épargne et réunir ainsi de nombreux associés et d'importants capitaux.

-La responsabilité des associés est limitée à concurrence de leurs apports.

-la cession des titres est libre.

-La SA est régie par le dahir n°1-96-124 du 30 août 1996 portant promulgation de la loi n° 17-95, modifiée et complétée par la loi 20-05, la loi 78-12 et la loi 20-19.

Pour analyser la SA, nous étudierons les règles relatives à la constitution, au fonctionnement et au contrôle.

### **Section 2 : La constitution**

La SA obéit aux règles générales de constitution des sociétés, mais présente certaines particularités :

- Le nombre d'actionnaires

La SA ne peut être constituée que si elle réunit au départ cinq personnes. Cette exigence n'est pas universelle : le droit français exige 7 actionnaires pour les sociétés cotées et 2 seulement pour les sociétés non cotées (ordonnance du 10 septembre 2015), et 1 seulement en droit suisse.

- Le capital social

Il est constitué pas des apports effectués soit en nature, soit en numéraire, mais non en industrie. Ces derniers ne peuvent conférer la qualité d'actionnaire dans une SA.

La capital social est fixé à 300 000 DH (3 millions de dhs si la société fait appel public à l'épargne). Il est divisé en actions émises aux souscripteurs en contrepartie de leurs apports.

La valeur nominale des actions a été ramenée par la loi 20-05 de 100 à 50 dhs au minimum. De même, la loi 20-05 a permis aux sociétés dont les titres sont inscrits à la cote de la bourse de fixer le montant nominal à 10 dhs au moins (art 246 al 3).

Le capital social doit être intégralement souscrit: il faut que les actionnaires qui doivent être au nombre 5 puissent couvrir totalité des actions émises par la société (art 21 al 1).

Concernant la libération des actions, la loi exige une libération des apports en numéraire du quart au moins de leur valeur nominale lors de la souscription. La libération du surplus peut intervenir en une ou plusieurs fois dans un délai qui ne peut excéder trois ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce (art 21 al 2).

Pour les apports en nature, les actions qui les représentent doivent être libérées intégralement lors de leur émission (art 21 al 3). Ils ne peuvent faire l'objet de libération successive.

La souscription est constatée par un bulletin de souscription signé par les souscripteurs.

Les fonds provenant de la souscription doivent être déposés dans un compte bancaire ouvert au nom de la société en formation. Ces fonds ne peuvent être retirés qu'après la constitution définitive de la société (art 22).

### **section3: Le fonctionnement de la société**

Les organes qui concourent au fonctionnement de la SA sont au nombre de trois: les assemblées générales, le conseil d'administration ou le directoire et le conseil de surveillance, et les organes de contrôle.

#### **Paragraphe1: L'assemblée générale des actionnaires**

Dans une SA, les actionnaires participent au fonctionnement et à la vie sociale grâce aux assemblées générales.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration ou le directoire selon le cas, et en cas d'urgence elle peut également être convoquée par (art 116) :

Le ou les commissaires aux comptes ;

Un mandataire désigné par le président du tribunal statuant en référé à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social ;

Les liquidateurs ;

Les actionnaires majoritaires en capital ou en droit de vote après une offre publique d'achat ou d'échange ou après une cession d'un bloc de titres modifiant le contrôle de la société ;

Le conseil de surveillance dans les sociétés avec directoire.

On distingue deux types d'assemblées:

-Les assemblées générales ordinaires (AGO)

Elles ont les pouvoirs qui ne sont pas attribués exclusivement aux assemblées générales extraordinaires.

Une AGO doit se réunir au moins chaque année dans les six mois de la clôture des comptes de l'exercice pour l'approbation des comptes annuels.

Les AGO doivent également être réunies pour tout fait important intéressant la vie sociale, comme la désignation des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, ou encore la nomination des commissaires aux comptes.

La validité des délibérations de l'AGO est subordonnée au respect des conditions de quorum et de majorité.

Pour le quorum, sur première convocation, l'AGO doit réunir un nombre d'actionnaires représentant le quart des actions ayant le droit de vote. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième convocation est adressée aux actionnaires dans un délai de 8 jours. Elle délibère quel que soit la portion du capital représenté. Autrement dit, sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis (art 111 al 2).

Concernant la majorité, l'AGO statue à la majorité des voix dont dispose les actionnaires présents ou représentés (la moitié des voix plus une). Il s'agit néanmoins d'un minimum légal qui peut être augmenté par les statuts. (art 111 al 3).

- L'assemblée générale extraordinaire (AGE)

Elle est seule habilitée à modifier les statuts. Toute clause contraire est réputée non écrite.

Les décisions modificatives des statuts peuvent porter sur :

- La modification de l'objet social
- Modification de la durée de la société
- La modification du capital social
- Le transfert du siège social
- La dissolution ou la transformation de la société

L'AGE ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation la moitié, et sur deuxième convocation le quart des actions ayant droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date ultérieure de 2 mois au plus de la date à laquelle elle avait été convoquée (art 110 al 2).

L'AGE statue à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés (art 110 al 3).

## **Paragraphe 2 : la gestion**

La loi 17-95 prévoit, quant à l'organisation des organes de direction des SA, deux catégories : la première communément utilisée est dite moniste. Il s'agit de la SA à conseil d'administration. La seconde d'inspiration allemande est qualifiée de dualiste. C'est la SA à directoire et à conseil de surveillance. Les deux formules ne sont pas cumulatives, il faut adopter l'une ou l'autre.

### **A- La SA à conseil d'administration**

La SA à conseil d'administration est la forme de société anonyme la plus courante.

La direction de cette structure se compose du conseil d'administration, du président du conseil d'administration, du directeur général. La loi 20-05 offre la possibilité de dissocier les fonctions de président et de directeur général.

#### **a) Le conseil d'administration**

C'est un organe collégial composé de trois membres au moins et de 12 au plus. Ce nombre est porté à 15 si la société est cotée à la bourse des valeurs.

#### **1. Nomination et durée des fonctions des administrateurs :**

Les premiers administrateurs sont généralement désignés dans les statuts ou dans un acte séparé faisant corps avec les statuts. Au cours de la vie sociale, les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire.

Une personne morale peut être nommée administrateur au sein d'une société anonyme au même titre qu'une personne physique. La condition exigée pour la personne morale est de désigner un représentant permanent qui agit en son nom, comme s'il était administrateur à son propre titre en tenant compte de la responsabilité solidaire qui le lie à sa société.

La durée des fonctions des administrateurs est déterminée par les statuts sans pouvoir excéder six ans en cas de nomination par l'assemblée générale, et trois ans en cas de nomination par les statuts. Les administrateurs sont rééligibles sauf stipulation contraire des statuts.

Concernant la rémunération, les fonctions des administrateurs peuvent être gratuites. Mais le plus souvent, leur mandat est rémunéré par des jetons de présence (art 55 al 1) constitués par une somme fixe annuelle allouée globalement au conseil d'administration par l'assemblée générale ordinaire qui détermine librement le montant. Le conseil d'administration répartit les jetons de présence entre ses membres dans les proportions qu'il juge convenables.

A ces jetons de présence peuvent s'ajouter des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats qui leur sont confiés à titre spécial et temporaire, le remboursement des frais de voyage, de déplacement et des dépenses engagées dans l'intérêt de la société (art 55 al 3).

Si l'administrateur est en même temps président ou directeur général de la société, il recevra une rémunération supplémentaire.

Divers événements peuvent écourter le mandat des administrateurs tels la dissolution de la société, le décès, la démission, la transformation de la société, l'adoption de l'organisation dualiste. De même, les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment (ad nutum) de manière discrétionnaire par l'assemblée générale même si la révocation n'est pas inscrite à l'ordre du jour (art 118).

## **2. Fonctionnement du conseil d'administration :**

Convocation des administrateurs : le conseil est convoqué par le président (art 73 al 1). En cas d'urgence ou de défaillance du président, le commissaire aux comptes a la possibilité de le convoquer (73 al 3).

Les convocations doivent être accompagnées de l'ordre du jour et des informations nécessaires aux administrateurs pour leur permettre de délibérer objectivement.

Réunions du conseil : une réunion du conseil d'administration est obligatoire pour l'examen des comptes annuels et l'adoption du rapport de gestion à présenter aux actionnaires. A la clôture de chaque exercice, il dresse un inventaire de l'actif et du passif social existant à cette date, et établit les états de synthèses annuels, conformément à la législation en vigueur. Le conseil se réunit également chaque fois que la bonne marche des affaires sociales le nécessite.

Les délibérations : le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont effectivement présents (art 50 al 1). Les administrateurs représentés n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du quorum.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Les statuts peuvent prévoir une majorité plus forte, mais ne peuvent en aucun cas la réduire (art 50 al 5). En cas de partage égal de voix, celle du président est prépondérante. Cependant, les statuts peuvent écarter cette prépondérance.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis par le secrétaire du conseil sous l'autorité du président et signés par ce dernier et par au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président, le PV est signé par deux administrateurs au moins (art 52 al 1).

Les PV sont consignés sur un registre spécial tenu au siège social, côté et paraphé par le greffier du tribunal du lieu du siège de la société (art 53 al 1).

### **3. Pouvoirs du conseil d'administration :**

Les missions du conseil d'administration sont déterminées par l'article 69 de la loi 20-05 qui prévoit que « le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns ».

Partant de cet article, la loi confère au conseil d'administration trois prérogatives :

-il détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Il se voit donc reconnaître le droit de participer à l'élaboration de la stratégie de la société, ses plans d'action, sa politique de risques, ses budgets annuels et programmes d'activité, et de s'assurer qu'ils seront suivis par la direction générale.

-il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Le conseil d'administration a donc le devoir de s'intéresser de près à l'activité quotidienne de l'entreprise.

Dans cet axe, le conseil d'administration sera chargé de recruter les principaux dirigeants, de déterminer leurs rémunérations et veiller à ce qu'elles soient adaptées et transparentes en vue d'être admissibles et acceptées par les actionnaires, suivre leurs activités et leurs performances et, le cas échéant, les remplacer et préparer les plans de succession.

-le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications. Dans ce cadre, il est tenu de vérifier la transparence de la gestion, les performances de l'entreprise, l'intégrité de ses systèmes de comptabilité...

Pour l'accomplissement de ces différentes tâches, le conseil d'administration a le droit de s'informer par lui-même et peut demander à tout moment, s'il l'estime nécessaire, des informations complémentaires même en dehors des conseils. Ce droit à l'information du conseil porte non seulement sur les points prévus à l'ordre du jour, mais aussi sur l'ensemble des informations permettant d'apprécier la situation de l'entreprise.

#### **4. Responsabilité :**

Responsabilité civile :

Les administrateurs sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers (art 352 al 1) dans les cas suivants :

-Infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux SA (défaut de convocation des assemblées, non- respect des règles de quorum et de majorité, non établissement de l'inventaire, du bilan...) ;

-Violation des statuts (dépassement de l'objet social, non- respect des limitations de pouvoirs) ;

-Fautes commises dans la gestion (utilisation abusive des biens sociaux, présentation de comptes inexacts...).

L'action en responsabilité civile relève de la compétence du tribunal de commerce. Elle est prescrite par cinq ans à compter du fait dommageable ou s'il a été dissimulé de sa révélation. Elle permet d'obtenir le versement de dommages-intérêts par les administrateurs.

Responsabilité pénale :

Les articles 384 à 386 de la loi 17-95 sanctionnent diverses infractions pénales commises par les dirigeants de la SA lors des diverses étapes de sa vie. A titre d'exemple, sont sanctionnées les infractions suivantes :

-La répartition de dividendes fictifs. La sanction est l'emprisonnement de un à six mois et/ou d'une amende de 100 000 à 1 000 000 de dhs (art 384 al 1) ;

-La publication ou la présentation aux actionnaires de comptes annuels ne donnant pas pour chaque exercice une image fidèle. La sanction est la même que le cas précédent (art 384 al 2) ;

-L'absence de constatation des délibérations du conseil d'administration des procès- verbaux formant un registre spécial tenu au siège de la société. La sanction consiste en une amende de 3 000 à 15 000 dhs à l'encontre du président de séance (art 385) ;

-Le fait pour les dirigeants de ne pas avoir, pour chaque exercice, dressé l'inventaire, établi les comptes annuels et un rapport de gestion. On applique dans ce cas une amende de 20 000 à 200 000 dhs (art 386).



### **b) Le président du conseil d'administration**

Le conseil d'administration élit en son sein un président, qui est nécessairement une personne physique.

Les fonctions du président prennent fin par l'expiration de son mandat d'administrateur, par le décès, par la perte de la qualité d'administrateur, par la démission. Il peut également être révoqué par le conseil d'administration à tout moment et sans précision de motif. Toute disposition contraire est réputée non écrite (art 63 al 3).

Le président du conseil d'administration a deux prérogatives (art 74 bis) :

-Il représente le conseil d'administration et organise et dirige les travaux de celui-ci.

Concrètement, cela signifie que le président fixe l'ordre du jour des conseils et les dates de convocation, coordonne le travail du conseil avec les autres organes de gestion et de contrôle (direction générale, commissaires aux comptes, salariés ...), rend compte aux assemblées des travaux du conseil.

-Il veille au bon de fonctionnement des organes de la société. Le conseil d'administration est le garant du bon fonctionnement des différents organes de gestion et de contrôle.

Il s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. Le président doit donc s'assurer que les administrations sont en mesure de remplir leur mission. Il doit s'assurer que les administrateurs sont suffisamment disponibles et compétents et doit surtout veiller à ce qu'ils disposent de toutes les informations nécessaires pour remplir efficacement leur mission.

Concernant la responsabilité du président du conseil d'administration, elle est double : étant administrateur, il a les mêmes responsabilités pénale et civile que les autres administrateurs. En outre, il encourt une responsabilité à raison des attributions légales spécifiques qui lui sont dévolues, en particulier en cas de manquement à son obligation d'information à l'égard des administrateurs et des actionnaires.

### **c) le directeur général**

Le DG est obligatoirement une personne physique nommée par le conseil d'administration (art 67 al 1). Il peut être choisi parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

La durée de ses fonctions peut être déterminée par les statuts ou par le conseil, mais ne peut excéder celle de son mandat lorsqu'il est administrateur (art 67 al 5).

Le DG est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Si sa révocation est décidée sans juste motif, elle donne lieu à des dommages-intérêts sauf lorsque le DG assume les fonctions de président du conseil d'administration (art 67 ter al 1).

La rémunération du DG est fixée par le conseil d'administration (art 67 bis al 2). Elle peut être fixe ou proportionnelle aux bénéfices ou même au chiffre d'affaires.

Concernant les attributions, le directeur général assure d'abord la direction générale. Dans ce cadre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société (art 74 al 1).

Ces pouvoirs englobent les actes de gestion et les actes de disposition. Le DG est le vrai patron : c'est lui qui dirige opérationnellement l'entreprise et s'assure de son fonctionnement régulier. A ce titre, il a un droit de regard sur l'ensemble des services de la société.

Mais, il doit exercer ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

A côté de cette mission de direction générale, le DG représente la société dans ses rapports avec les tiers (74 al 2). Ce pouvoir lui permet d'agir au nom de la société en toutes circonstances. C'est lui par exemple qui passe les commandes aux fournisseurs, signe les contrats passés par la société, signe les chèques et les ordres de virement, représente la société en justice et auprès des administrations publiques.

#### **d) Le directeur général délégué**

Le directeur général a la faculté de se faire assister par un ou plusieurs directeurs généraux délégués.

Ces derniers tirent leur mandat du conseil d'administration sur proposition du DG. Leur révocation suit la même procédure : le conseil ne peut révoquer le directeur général délégué sans l'accord du DG.

Le directeur général délégué est donc appelé à exercer auprès du directeur général une mission d'assistance. Ses pouvoirs sont fixés par le conseil d'administration en accord avec le directeur général (art 75 al 5).

Le DG et les directeurs généraux délégués encourent les mêmes responsabilités civile (art 352) et pénale (art 373) que les administrateurs.

#### **B- La SA à directoire et à conseil de surveillance**

Les articles 17 et suivants de la loi 17-95 permettent aux fondateurs de SA d'adopter dans leurs statuts lors de la constitution de la société ou au cours de la

vie sociale, par décision de l'assemblée générale extraordinaire, un nouveau régime de gestion inspiré du droit français, lui-même inspiré du droit allemand.

Ce choix s'effectue à partir du constat d'une certaine défaillance de l'organisation classique. D'une part, le conseil d'administration ne joue que rarement un rôle actif de décision, c'est le directeur général qui impose sa stratégie. D'autre part, le contrôle des actionnaires sur les dirigeants est souvent illusoire.

L'organisation à directoire paraît plus rationnelle. Elle distingue mieux la gestion, c'est-à-dire la prise de décision, de la surveillance, c'est-à-dire le contrôle des grandes orientations et l'appréciation des résultats.

#### **a) Le directoire**

Le directoire est composé de cinq membres au plus nommés par le conseil de surveillance qui confère à l'un d'eux la qualité de président (art 79). Aucune disposition des statuts ne peut limiter le pouvoir de nomination du conseil de surveillance.

Les membres du directoire doivent être obligatoirement des personnes physiques mais ne sont pas forcément des actionnaires. Un membre du directoire ne peut être membre du conseil de surveillance.

La durée des fonctions du directoire est déterminée par les statuts dans les limites comprises entre deux et six ans. A défaut de dispositions statutaires, la durée du mandat est de quatre ans renouvelables (art 81).

Les membres du directoire peuvent être révoqués par l'assemblée générale ordinaire ou par le conseil de surveillance si les statuts le prévoient. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts (art 80 al 1).

La rémunération de chacun des membres du directoire est fixée dans l'acte de nomination (art 82).

Le directoire dispose d'une liberté au niveau de l'organisation et du fonctionnement. La seule exigence légale est que le directoire doit avoir un président nommé par le conseil de surveillance. Pour le reste, les statuts sont libres de déterminer les modalités de fonctionnement du directoire : fréquence, convocation, quorum, majorité...

Concernant les attributions du directoire, comme le directeur général pour la SA à conseil d'administration, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. A ce titre, il a le pouvoir d'effectuer les actes de gestion et de disposition nécessaires à la vie sociale. Il est responsable de la marche de la société.

Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux qui sont expressément attribués par la loi au conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Vis à vis des tiers, la société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social. Pour infirmer sa responsabilité, elle doit prouver que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet, ou ne pouvait pas l'ignorer compte tenu des circonstances.

### **b) le conseil de surveillance**

#### **Statut des membres du conseil de surveillance :**

Le conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de douze au plus. Ce nombre est porté à 15 si la société fait appel public à l'épargne (art 83 al 1).

Chaque membre doit être propriétaire d'un nombre d'actions de la société déterminé par les statuts.

Les membres du conseil de surveillance sont nommés par les statuts et au cours de la vie sociale par l'assemblée générale ordinaire.

La durée de leurs fonctions ne peut excéder 3 ans lorsqu'ils sont nommés dans les statuts et 6 ans lorsqu'ils sont nommés par l'assemblée (art 82 al 1).

Les membres du conseil de surveillance peuvent être révoqués à tout moment et de manière discrétionnaire par l'assemblée générale ordinaire (art 82 al 3) dans les mêmes conditions que les administrateurs.

Concernant la rémunération, les membres du conseil de surveillance peuvent recevoir des jetons de présence dont le montant global est déterminé par l'assemblée générale. Ils peuvent également percevoir des rémunérations exceptionnelles suite à des missions spéciales.

#### **Organisation et fonctionnement du conseil de surveillance :**

Le conseil de surveillance doit élire en son sein un président et un vice-président qui sont obligatoirement des personnes physiques. Ils exercent leurs fonctions pendant la durée du mandat du conseil de surveillance. Ils sont chargés de convoquer le conseil, d'en diriger les débats et de certifier les copies ou extraits des procès-verbaux de délibérations.

Le conseil de surveillance doit normalement se réunir au moins 4 fois par an pour examiner le rapport trimestriel que le directoire doit lui soumettre (art 104 al 8), et le cas échéant une cinquième fois pour vérifier et contrôler les documents qui lui sont présentés par le directoire dans les 3 mois de la clôture de l'exercice et qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire annuelle (art 104 al 9), et également pour prendre connaissance du rapport du commissaire aux comptes (art 169).

Le conseil de surveillance ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont effectivement présents (art 50al 1). Il n'est pas tenu compte des membres représentés.

Le vote se fait à la majorité des membres présents ou représentés, sauf si les statuts ont prévu une majorité plus forte. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

### **Les attributions du conseil de surveillance :**

Conformément à l'article 104, le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. Il faut entendre par là, non seulement le contrôle de la régularité des décisions du directoire par rapport à la loi ou aux dispositions statutaires, mais aussi un contrôle d'opportunité. Cette tâche amène les contrôleurs à examiner l'utilisation faite des données fournies par une étude du marché, la pertinence des achats et des ventes réalisés par la société en raison de la conjoncture, l'efficacité d'une action publicitaire...

A côté de ce pouvoir de contrôle, certaines dispositions de la loi permettent au conseil de surveillance de participer activement au fonctionnement de la société : nommer les membres du directoire, fixer leur rémunération, les révoquer si les statuts le permettent, désigner le président du directoire et les directeurs généraux, coopter de nouveaux membres en cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges au sein du conseil.

Par ailleurs, le conseil peut convoquer les assemblées générales à défaut de convocation par le directoire. Il présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle ses observations sur le rapport du directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le conseil de surveillance dispose de plusieurs moyens pour mener à bien son pouvoir de contrôle. C'est ainsi qu'il peut opérer à toute époque de l'année les

vérifications et contrôles qu'il juge opportun, et se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Le directoire doit remettre périodiquement au conseil de surveillance deux sortes de documents : son rapport et les comptes principaux de la société.

Par ailleurs, les commissaires aux comptes lui font connaître en même temps qu'au directoire, les contrôles auxquels ils ont procédé et leurs résultats.

### **Paragraphe 3 : le commissariat aux comptes**

Le commissariat aux comptes est régi par les articles 159 à 181 de la loi 17-95. Ces dispositions déterminent le statut, les missions et la responsabilité du commissaire aux comptes.

La désignation d'un ou deux commissaires aux comptes est obligatoire dans toute société anonyme. Le nombre varie suivant les types de société anonyme. C'est ainsi que deux commissaires aux comptes sont requis dans les sociétés faisant appel public à l'épargne, les sociétés de banque, de crédit, d'assurance, de capitalisation et d'épargne. Pour le reste des sociétés, un seul commissaire est exigé.

La fonction de commissaire aux comptes est réservée aux personnes inscrites au tableau de l'ordre des experts comptables (art 160). Il s'agit d'une exigence de compétence qui garantit la qualité du contrôle.

Concernant la nomination des commissaires aux comptes, les premiers sont nommés dans les statuts ou par acte séparé faisant corps avec les statuts, et au cours de la vie sociale par l'assemblée générale ordinaire.

Le commissaire aux comptes a deux missions principales. D'une part la vérification des documents comptables notamment les livres et les valeurs ainsi que la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur. D'autre part, la vérification de la sincérité des informations données aux actionnaires.

Le commissaire aux comptes a également des missions spéciales. C'est ainsi qu'il contrôle la régularité des modifications statutaires (réduction du capital, augmentation du capital, transformation, fusion...) et le déroulement régulier de la vie sociale (convocation de l'assemblée générale en cas de carence des organes sociaux, contrôle du respect de l'égalité entre les actionnaires, contrôle des conventions entre la société et ses dirigeants).

De même, il a une mission de prévention des difficultés de l'entreprise (art 547 du code de commerce). L'alerte doit être déclenchée lorsqu'à l'occasion de l'exercice de sa mission, le commissaire a connaissance de faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de l'entreprise.

Dans l'exercice des différentes missions, le commissaire aux comptes ne doit pas s'immiscer dans la gestion et doit respecter le secret professionnel. Sinon, il risque d'engager sa responsabilité.

#### **Section 4 : la dissolution de la SA**

A côté des causes de dissolutions communes à toutes sociétés, la SA peut être dissoute pour des causes spécifiques. C'est le cas lorsque le nombre d'actionnaires est demeuré inférieur au minimum légal de cinq actionnaires depuis plus d'un an, ou encore si le capital social a été maintenu depuis plus d'un an à un montant inférieur au minimum légal. Il en est de même en cas de perte de plus des trois quarts du capital.